



**Conseil Économique  
et Social**

Distr.  
GÉNÉRALE

TRADE/CEFACT/2002/29  
18 mars 2002

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE,  
DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENTREPRISE

Centre pour la facilitation du commerce et  
les transactions électroniques (CEFACT-ONU)

Huitième session, 27-30 mai 2002

Point 11 de l'ordre du jour provisoire

**RAPPORT SUR LE PROJET D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE LA RÉPUBLIQUE  
TCHÈQUE DANS LE DOMAINE DE LA FACILITATION DU COMMERCE**

\* \* \*

Présenté par le secrétariat

Le secrétariat, conjointement avec la délégation tchèque, rend compte à la Plénière de la phase d'achèvement du projet intitulé «Soutien aux mesures de facilitation du commerce et mise en œuvre d'EDIFACT-ONU dans certains pays d'Europe orientale». Le Gouvernement de la République tchèque a financé ce projet dans le cadre de son Plan d'assistance bilatérale au développement pour les années 1997-1999. La prolongation en cours prendra fin en 2002.

## **ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE PAR LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE DANS LE DOMAINE DE LA FACILITATION DU COMMERCE**

Depuis quatre ans, la délégation tchèque rend compte à la Plénière du CEFACT-ONU de l'avancement du projet de coopération technique intitulé «**Soutien aux mesures de facilitation du commerce et mise en œuvre d'EDIFACT-ONU dans certains pays d'Europe orientale**». Le financement de ce projet a été approuvé tout d'abord par le Gouvernement de la République tchèque en 1996, dans le cadre de son Plan d'assistance bilatérale au développement pour les années 1997-1999. Au vu des appréciations positives portées tant par les pays bénéficiaires que par la CEE-ONU, le Gouvernement a décidé par la suite de le prolonger d'année en année. Le projet doit normalement s'achever à la fin de 2002.

### **Objectifs du projet**

Les objectifs du projet n'ont pas changé et sont les suivants:

- Créer des liens entre les représentants des administrations publiques et institutions intéressées et le secteur privé des pays bénéficiaires afin de les amener à une communauté de vues quant à la nécessité de coopérer pour mettre en place des mesures de facilitation du commerce;
- Créer des organismes nationaux de facilitation du commerce qui seront en mesure de fournir des services dans ce domaine aussi bien aux opérateurs commerciaux du pays qu'à leurs partenaires étrangers;
- Promouvoir la mise en commun des expériences et la coopération entre les organismes de facilitation du commerce des pays bénéficiaires;
- Élaborer des matériels de promotion et de formation;
- Établir de nouveaux contacts en vue d'amplifier la coopération avec les pays bénéficiaires dans les domaines de la facilitation du commerce et du commerce en général.

### **Stratégie de mise en œuvre**

Dans le cadre de ce projet, une assistance a été apportée à l'Ukraine, au Bélarus, à la Lettonie, à la Lituanie et, en 2001, à la République de Moldova. Des séminaires, des consultations et des échanges d'informations ou de faits d'expérience ont été organisés en République tchèque et dans les pays bénéficiaires, à l'intention des fonctionnaires nationaux et des représentants du secteur privé de ces pays.

Le projet est le fruit d'une coopération entre des experts tchèques (dans le cadre de l'organisme national tchèque de facilitation du commerce, le FITPRO), l'expert de la facilitation du commerce de la CEE-ONU et des spécialistes des pays bénéficiaires. À cet égard, il convient de souligner que les experts des pays bénéficiaires, de l'Ukraine et du Bélarus notamment, ont très tôt été en mesure d'apporter une contribution importante non seulement participant à la mise en œuvre du projet dans leur propre pays, mais aussi apportant leurs conseils aux autres pays de la région, particulièrement ceux qui avaient rejoint le projet à un stade ultérieur. Conformément

aux objectifs du programme, cela a ouvert la voie à une coopération renforcée entre pays bénéficiaires et a donné à ceux-ci la possibilité de s'enrichir mutuellement de leurs expériences.

### **Progrès réalisés au cours de l'année 2001**

Les progrès réalisés dans la mise en œuvre du projet depuis la dernière session plénière du CEFACT-ONU sont exposés ci-après:

- **L'Ukraine** a encore progressé dans les domaines de la facilitation du commerce et du transport, ainsi que dans celui des préalables au commerce électronique. Les travaux entrepris précédemment par le Groupe de travail interministériel sur la facilitation du commerce et les transactions électroniques (agissant en tant qu'organe national de facilitation du commerce) ont conduit à l'adoption par le Parlement de la loi sur les documents électroniques (qui donne aux documents électroniques la même valeur juridique que leur équivalent sur papier) ainsi que de la loi sur le programme global de transit (visant à faciliter le transit des marchandises sur le territoire de l'Ukraine). Ces deux lois ont été adoptées en février 2002, et une autre loi, élaborée par le Groupe de travail et relative à la signature électronique, est prête à être approuvée par le Parlement.

Par ailleurs, une Table ronde internationale sur la facilitation du commerce et les transactions électroniques a été organisée en coopération avec la NEA Ukraine. Cette manifestation s'est tenue conjointement avec la Conférence annuelle de la NEA, à Sébastopol, en août 2001. Parmi les sujets abordés figuraient la situation juridique du commerce électronique en Ukraine, les applications de l'EDI au commerce, au transport et aux formalités douanières, les normes NEA, et l'expérience de la République tchèque dans ces domaines.

- Au **Bélarus**, la principale réalisation du projet a été la création officielle (à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2002) d'un organisme national de facilitation du commerce, le BELPRO. Le secrétariat du BELPRO est assuré par le Centre national de la commercialisation et de l'étude des prix de Minsk. Le BELPRO a été conçu sur le modèle du FITPRO et constitue un service distinct du Centre. Ses premières activités ont été la mise en place d'un site Web et la diffusion d'informations relatives aux recommandations du CEFACT-ONU en anglais et en russe.

Par ailleurs, une coopération fructueuse s'est instaurée entre les autorités douanières de la République tchèque et du Bélarus. Outre des séjours d'étude et des réunions d'échanges d'informations, les représentants des douanes bélarussiennes ont participé à un cours international de formation organisé par la Direction générale des douanes de la République tchèque à Prague. Parmi les sujets abordés figuraient le cadre juridique de l'action des douanes, les solutions techniques retenues pour le dédouanement électronique, le projet de transit électronique des marchandises mis en œuvre en République tchèque (concernant l'Union européenne, l'AELE et certains pays candidats à l'Union européenne), etc. Ce cours de formation, de même que d'autres activités d'assistance entreprises par la douane tchèque, a été jugé fructueux par les spécialistes bélarussiens qui y ont participé. Un accord officiel de coopération est en cours d'élaboration entre les administrations douanières du Bélarus et de la République tchèque.

- Début décembre 2001, une troisième Conférence internationale sur le commerce électronique dans la CEI et dans les pays d'Europe orientale a eu lieu à Minsk. La Conférence était principalement consacrée aux aspects juridiques du commerce électronique dans les économies en transition.
- En **Lettonie**, après plusieurs réunions organisées les années précédentes à Riga et à Prague, un accord de coopération a été signé en 1999 avec la Chambre de commerce et d'industrie de Lettonie en vue de créer un organisme national de facilitation des procédures commerciales et du commerce électronique. En raison de contraintes budgétaires et d'un appui insuffisant du secteur privé, la Chambre de commerce n'a pas été en mesure de mener à bien ce projet. Une Commission interministérielle sur la facilitation du commerce et les transactions électroniques a néanmoins été instituée par décret du Premier Ministre, sous la responsabilité du Ministère de l'économie. La Commission a par la suite élaboré un document définissant un projet de développement du commerce électronique dans le pays, ainsi qu'un plan d'action jusqu'à l'année 2003.
- En janvier 2001, un accord de coopération a été signé entre le FITPRO et la Confédération des industriels **lituaniens**. Dans le cadre de ce projet, plusieurs activités ont été menées à bien au cours de l'année dernière, notamment: a) des réunions à Vilnius et à Prague visant à faire connaître au partenaire lituanien le FITPRO et ses activités, ainsi que les projets en cours en République tchèque en matière de transport et de douane; b) un séminaire sur la facilitation du commerce et les transactions électroniques à Vilnius en octobre 2001, avec la participation de 30 spécialistes issus de l'administration et du secteur privé, où ont été abordés des sujets tels que la politique du commerce électronique en général et l'expérience de la République tchèque, de l'Ukraine et du Bélarus dans ce domaine en particulier, l'accent étant mis sur le transport et les douanes; et c) une réunion avec les représentants du Comité pour la création de la société de l'information du Parlement lituanien, récemment créé, qui a eu lieu à Vilnius en octobre 2001, et où des questions telles que la coordination entre différentes administrations publiques et le secteur privé, ou encore le contrôle et l'évaluation de résultats obtenus dans les domaines du commerce électronique et de l'administration électronique ont fait l'objet de débats approfondis.
- La **République de Moldova** est à l'heure actuelle le dernier pays à avoir adhéré au projet. À la suite d'un premier contact avec le Ministère de l'économie et le Ministère des transports et de la communication, un accord de coopération a été signé en septembre 2001 entre le FITPRO et le Ministère de l'économie. Par la suite, plusieurs réunions entre experts moldaves et tchèques ont eu lieu aussi bien à Chisinau qu'à Prague, pour traiter de questions relatives aux transports et aux douanes ainsi que l'expérience du FITPRO. À la demande de la République de Moldova, un séminaire de sensibilisation sur la facilitation du commerce et les transactions électroniques a eu lieu à Chisinau en décembre 2001. Y ont participé plus de 60 représentants de différentes administrations publiques ainsi que d'entreprises privées.
- Afin de prendre connaissance ou de rester informés des faits nouveaux sur le plan international, des représentants de pays bénéficiaires ont participé à la Conférence et à la session plénière du CEFACT-ONU en mars 2001 ainsi qu'au forum exécutif de la CEE-ONU intitulée «Le commerce de demain: conséquences du développement

des services électroniques pour le commerce, l'investissement et l'entreprise» qui a eu lieu en juin 2001.

## **Conclusions**

Tous les pays bénéficiaires se sont déclarés hautement satisfaits du projet, qui apportait une contribution utile à l'action entreprise au niveau national pour simplifier le commerce et promouvoir les transactions électroniques. Les représentants de la Mongolie et du Viet Nam ont fait part à la CEE-ONU et au FITPRO de leur intérêt pour une participation éventuelle à ce projet. À la suite de l'évaluation des résultats obtenus, le Ministère de l'industrie et du commerce de la République tchèque a décidé de présenter au Gouvernement une proposition tendant à prolonger le projet jusqu'à la fin de 2002.

-----